

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE COMMERCE D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ABIDJAN

RG 0996/2019

JUGEMENT CONTRADICTOIRE
DU 17/05/2019

LA BANQUE ATLANTIQUE COTE D'IVOIRE
DITE BACI
(SCPA LAGO ET DOUKA)
C/

MADAME KOUAKOU AHOUE JOSEE
LAETICIA

DECISION
Contradictoire

Reçoit la BANQUE ATLANTIQUE
DE COTE D'IVOIRE dite BACI en
son action ;

L'y dit bien fondée ;

Condamne Mademoiselle
KOUAKOU AHOUE JOSEE
LAETICIA à lui payer la somme de
21.238.240 FCFA au titre de sa
créance ;

Ordonne l'exécution provisoire de
la présente décision nonobstant
opposition ou appel ;

Condamne la défenderesse aux
entiers dépens de l'instance.

30020
ME

**AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 17 MAI
2019**

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience
publique ordinaire du vendredi 17 Mai deux mil dix-neuf
tenue au siège dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

Madame **N'DRI PAULINE**, Président du Tribunal ;
Messieurs **KOKOGNY SEKA VICTORIEN**, **SAKO
FODE KARAMOKO**, **FOLQUET ALAIN** et **BERET
DOSSA ADONIS**, Assesseurs ;

Avec l'assistance de Maître **BAH STEPHANIE**,
Greffier ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause
entre :

**LA BANQUE ATLANTIQUE COTE D'IVOIRE
dite BACI, société anonyme avec conseil
d'Administration au capital de 14.963.330fcfa,
RCCM N° CI-ABJ-1978-B-31372, dont le siège
social est à Abidjan, plateau, Avenue Noguès,
immeuble Atlantique, prise en la personne de
son représentant légal, monsieur ARSENE
COULIBALY, Directeur Général, ;
Ayant pour conseil la SCPA LAGO ET DOUKA,
Avocats près la cour d'appel d'Abidjan, y
demeurant à Abidjan, deux plateaux, rue des
jardins, lot N° 1729, derrière la BANQUE SIB,
non loin de la MISSION ISLAMIQUE, 06 BP
6750 Abidjan 06, téléphone 22 41 07 66 / 22 41
07 80 ;**

Demanderesse;

D'une part ;

Et

**MADemoiselle KOUAKOU AHOUE JOSEE
LAETICIA, née le 28/04/1983 à Yopougon,
contrôleur à la direction Générale des Impôts,
domiciliée à cocody, Angré 8^{ème} tranche, BP V 121
Abidjan, téléphone 47 77 14 44/ 01 03 19 88;**

Défenderesse;

D'autre part ;

Enrôlée pour l'audience du 22 mars 2019, l'affaire a été
appelée ;



29 07 2020
Coun
Dokier

Une instruction est ordonnée avec le juge KOKOGNY SEKA VICTORIEN et renvoyait l'affaire au 03/05/2019 ;

La mise en état a fait l'objet d'une ordonnance de clôture N° 633/19 ;

A cette date, la cause étant en état d'être jugée, elle a été mise en délibéré pour décision être rendue le 17/05/2019 ;

Advenue cette date, le Tribunal a vidé son délibéré ainsi qu'il suit :

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs fins, demandes et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Par exploit d'huissier en date du 11 mars 2019, la BANQUE ATLANTIQUE DE COTE D'IVOIRE dite BACI SA a fait servir assignation à Mademoiselle KOUAKOU AHOU JOSEE LAETICIA, d'avoir à comparaître le 22 mars 2019 devant le Tribunal de Commerce d'Abidjan pour s'entendre :

- Condamner à lui payer la somme de 21.238.240 FCFA au titre de sa créance;
- Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir ;
- Condamner aux entiers dépens de l'instance, distraits au profit de la SCPA LAGO & DOUKA, avocats associés aux offres de droit ;

Au soutien de son action, la société BACI expose qu'elle a consenti à sa cliente, Mademoiselle KOUAKOU AHOU JOSEE LAETICIA, un prêt d'un montant de 15.000.000 FCFA en vue du rachat partiel de sa dette auprès de la société Ivoirienne de Banques dite SIB ;

Elle explique qu'en contrepartie dudit prêt, la défenderesse s'est engagée à domicilier l'intégralité de

ses primes trimestrielles sur son compte courant ouvert dans ses livres ;

Elle ajoute que ce compte n'a cependant enregistré aucun versement significatif et toutes les réclamations par elle faites pour se faire rembourser sont restées infructueuses de sorte qu'elle a procédé à la clôture dudit compte qui lui a été notifiée par exploit en date du 23 mai 2016 ;

Elle relève qu'à la clôture de ce compte, il affichait un solde débiteur de 16.652.477 FCFA ;

Elle indique qu'à ce jour les engagements de la défenderesse s'élèvent à son égard à la somme de 21.238.240 FCFA, en principal et intérêts de retard, décomposés comme suit :

- Principal : 16.652.477 FCFA
- Intérêts de retard : 5.485.763 FCFA ;

Elle fait observer que curieusement, celui-ci a fait valoir ses droits à la retraite le 22 février 2017 pour limite d'âge statutaire de 65 ans, soit onze (11) années plutôt que ce qu'il a fait croire à la banque ;

Elle estime légitimement que sa créance est en péril de sorte qu'il y a extrême urgence qui commande selon elle, que la décision à intervenir soit assortie de l'exécution provisoire ;

Elle sollicite que le tribunal réponde favorablement à ses demandes susmentionnées ;

La défenderesse n'a pas conclu ;

DES MOTIFS

EN LA FORME

Sur le caractère de la décision

La défenderesse a été assignée à personne ;
Il y a lieu de statuer par décision contradictoire ;

Sur le taux du ressort

Aux termes de l'article 10 de la loi organique N° 2016-1110 du 8 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « *les tribunaux de commerce statuent :*

- *En premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs CFA ou est indéterminé ;*
- *En premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs CFA » ;*

En l'espèce, l'intérêt du litige est de 21.238.240 FCFA ; ce montant n'excédant pas la somme de vingt-cinq millions (25.000.000) de francs CFA ;

Il sied de statuer en premier et dernier ressort ;

Sur la recevabilité de l'action

L'action ayant été initiée dans le respect des prescriptions légales de forme et de délai, il y a lieu de la recevoir ;

AU FOND

Sur la demande en paiement

La société BACI sollicite la condamnation de Mademoiselle KOUAKOU AHOU JOSEE LAETICIA à lui payer la somme de 21.238.240 FCFA au titre de sa créance ;

Aux termes de l'article 1134 du code civil, « *les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel ou pour des causes que la loi autorise.*

Elles doivent être exécutées de bonne foi » ;

Il en découle que le contrat est la loi des parties, lesquelles sont tenues d'exécuter leurs engagements à

moins de bénéficiaire de causes d'exonération légales ou conventionnelles ;

Il ressort de l'examen des pièces du dossier, notamment du relevé de compte versé au dossier qu'à la date du 31 décembre 2015, Mademoiselle KOUAKOU AHOUE JOSEE LAETICIA est restée devoir à la société BACI une dette d'un montant de 16.652.477 FCFA pour laquelle une dénonciation de la clôture de son compte lui a été faite par exploit d'huissier le 23 mai 2016;

Il est établi que depuis lors, la défenderesse n'a effectué aucun paiement de sorte que les intérêts de droit se sont élevés à la somme de 5.485.763 FCFA ;

La défenderesse ayant été défaillante dans l'exécution de ses obligations, elle reste tenue du paiement de sa dette dans les termes convenus, et ce, conformément à l'article 1134 sus indiqué ;

Il y a lieu de la condamner à payer à la BACI, la somme de 21.238.240 FCFA au titre de sa créance ;

Sur l'exécution provisoire

La société BACI sollicite l'exécution provisoire de la décision à intervenir nonobstant toute voie de recours ;

Aux termes de l'article 146 du code de procédure civile, commerciale et administrative : « L'exécution provisoire peut sur demande, être ordonnée pour tout ou partie et avec ou sans constitution d'une garantie dans tous les cas présentant un caractère d'extrême urgence. » ;

En l'espèce, la créance de la société BACI remonte à la date du 31 décembre 2015 sans que la débitrice ne procède à son règlement ;

Il y a donc extrême urgence qui commande que la présente décision soit assortie de l'exécution provisoire ;

Sur les dépens

La défenderesse succombant, il sied de lui faire supporter les dépens en application de l'article 149 du code de procédure civile, commerciale et administrative ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en premier et dernier ressort ;

Reçoit la BANQUE ATLANTIQUE DE COTE D'IVOIRE dite BACI en son action ;

L'y dit bien fondée ;

Condamne Mademoiselle KOUAKOU AHOU JOSEE LAETICIA à lui payer la somme de 21.238.240 FCFA au titre de sa créance ;

Ordonne l'exécution provisoire de la présente décision nonobstant opposition ou appel ;

Condamne la défenderesse aux entiers dépens de l'instance.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jour, mois et an que dessus.

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER.



CPFH Plateau
Poste Comptable 8003

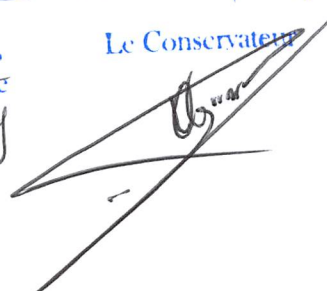
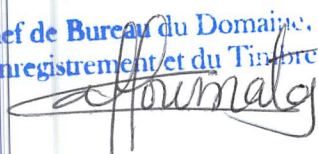


Droit 18000
Hors Délai.....
Reçu la somme de vingt mille francs
Quittance n° 0337771 et.....
Enregistré le 15 OCT 2019
Registre Vol. 45 Folio 76 Bord 543 / 158127

Le Secrétaire

Le Chef de Bureau du Domaine,
de l'Enregistrement et du Timbre

Le Conservateur





RECEIVED
OFFICE OF THE
SHERIFF

10-10-1910

TO THE
SHERIFF
OF THE
COUNTY OF
SHERIFF
OF THE
COUNTY OF
SHERIFF
OF THE
COUNTY OF

10-10-1910
10-10-1910